

# L'intersyndicale contre la casse de l'Inspection du travail



(Photo : Frédéric blanc. FOH)

Mardi 20 juin à l'appel de l'intersyndicale nationale (FO, CGT, CFDT, SUD, FSU, UNSA et CNT) du ministère du travail, quelque 300 salariés et militants se sont rassemblés à l'ombre de la Tour Montparnasse avant de se rendre au ministère, rue de Grenelle. Ils entendaient ainsi protester pour l'arrêt des suppressions de postes en administration centrale et en services déconcentrés, la mise à la vacance nationale de tous les postes non pourvus, le recrutement statutaire afin de pourvoir tous les postes vacants et augmentation des effectifs, notamment de catégorie B et C pour rattraper les baisses d'effectifs des années passées. Parmi les manifestants on reconnaissait Philippe Grasset, secrétaire générale de FO-Finances. De leur côté, Laurent Lefrançois, secrétaire général de FO -TEFP et Brigitte Perrot, secrétaire générale de la FAGE-FO ont demandé que l'on ne supprime aucune section d'inspection du travail, que l'on maintienne les services de renseignements, gratuits, de proximité avec accueil physique, leur opposition au numéro unique, que l'on retire le projet « 3MO » (adaptation missions/moyens) ou « comment gérer la pénurie ... ». Ils ont enfin insisté sur le maintien de tous les sites et de toutes les missions dans les unités départementales et exigé qu'aucune fermeture de service SRC (service de recherche et contrôle) et FSE (fonds social européen) dans les anciennes capitales régionales ne soit réalisée. Durant sa prise de parole, Laurent Lefrançois a rappelé que « *les services emploi du ministère ont de plus en plus de mal à mettre en œuvre les politiques gouvernementales, des sections d'inspection du travail sont*

*supprimés ce qui induit moins d'agents, donc moins de contrôle des entreprises. Enfin, qui dit moins d'agents dit moins de services généraux. Ces politiques ont des effets néfastes pour les administrés en premier lieu les salariés ».*

L'Inspection du Travail dont les effectifs ont diminué de 20% depuis 2007 sur fond de RGPP, réforme territoriale et de Réate, est en effet, en grand danger. Et l'on voit bien que les pouvoirs successifs font tout pour entraver cette structure qui est bien souvent la dernière protection des salariés.

La manifestation n'aura pas été vaine puisque arrivés rue de Grenelle, les agents ont été reçus par le chef de cabinet du ministre. Aucune réponse n'a été apportée aux représentants de l'intersyndicale. A suivre....

**JLG**